

Géopolitique



Les déclarations pro-polisario de Ban Ki-moon ont soulevé un tollé. REUTERS

La pression monte autour de la question du Sahara

Le conflit territorial qui oppose le Maroc et l'Algérie depuis quarante ans revient sur le devant de la scène avec la menace terroriste

Alain Jourdan

A cause de la menace qu'il constitue pour la paix, la sécurité et la stabilité, le problème du Sahara occidental est en train de revenir tout doucement sur le devant de la scène. Si les armes se sont tuées depuis longtemps, les revendications territoriales du Polisario sont toujours sources de tensions entre l'Algérie et le Maroc.

Querelle ancienne

Rabat propose un statut d'autonomie au sein du royaume, Alger pousse un projet d'indépendance porté par la République arabe sahraouie démocratique (RASD). Ce conflit vieux de plus de quarante ans est un héritage de la guerre froide et de la décolonisation. Avec le soutien d'Alger, son principal bailleur de fonds, le Polisario a, depuis le début des années 70, réussi

à gagner des soutiens parmi les pays de l'Union africaine, en Europe mais aussi parmi les intellectuels et les organisations non gouvernementales. Mais ces dernières années, l'image du Polisario et des leaders sahraouis s'est ternie.

Les liens de plus en plus étroits avec l'armée et les services algériens, le détournement de l'aide humanitaire destinée aux camps de Tindouf et l'implication des membres du Polisario dans des trafics en tous genres ont poussé un certain nombre de pays à se



Charles Saint-Pro
Auteur du «Sahara Marocain, le dossier d'un conflit artificiel»

montrer beaucoup plus prudents sur la question sahraouie.

Depuis quelques années, Rabat essaie de renverser la vapeur en rappelant que l'Histoire lui donne raison. Ces territoires sahariens, rattachés jadis à l'empire chérifien, lui ayant été arrachés par les Espagnols. L'amertume des Marocains est d'autant plus grande que les cadres du FLN qu'elle a hébergés, soutenu et même financé durant la guerre d'Algérie, s'étaient engagés

à restituer la bande de terre saharienne aux frères marocains. Aujourd'hui, le problème sahraoui est porteur d'une dynamique qui contraint la communauté internationale à se saisir sérieusement de la question, d'où des offensives diplomatiques marocaines et algériennes tous azimuts dont Genève, New York et Bruxelles sont le théâtre.

Un nouvel enjeu

Invité par une ONG proche du Maroc, le chercheur et universitaire Charles Saint-Pro, auteur du «Sahara Marocain, le dossier d'un conflit artificiel», était à Genève il y a quelques jours pour rétablir la vérité historique et rappeler les enjeux de cette «fausse querelle» qui contient aujourd'hui une réelle charge explosive. Si, à Alger, certains responsables politiques et militaires ont manifesté récemment leur souhait de trouver une solution amicale et négociée, leur voix a vite été écrasée par celle des caciques du régime algérien qui arborescent des postures beaucoup plus belliqueuses.

En dehors du cas de la Corée du Nord et de la Corée du Sud, le Maroc et l'Algérie sont les seuls pays voisins à maintenir leur frontière fermée. Une situation «inconcevable» pour Charles Saint-Pro. «Ce conflit freine la nécessaire union du Maghreb arabe et le développement de la coopération économique dans la région. Ce sont environ 2 à 3 points de PIB en moins et donc des centaines de milliers d'emplois par an de perdu», affirme-t-il.

Si les coups de menton de la diplomatie marocaine sur la question du Sahara agacent parfois les diplomates occidentaux, le lobbying d'Alger, lui, ne rencontre plus la même adhésion. Le tollé soulevé par les déclarations pro-polisario de Ban Ki-moon lors de son déplacement récent dans les camps de Tindouf ne s'est pas cantonné au palais royal et au Ministère des affaires étrangères marocains. Les chancelleries occidentales et les analystes y ont vu une «bourde» qui vient clore un deuxième mandat du secrétaire général de l'ONU peu glorieux.

Aujourd'hui, les cartes sont en passe d'être redistribuées. Peut-être parce que la montée en puissance des groupes extrémistes politico-religieux dans la région sahélo-saharienne est venue changer la donne régionale. Aux yeux des Etats-Unis mais aussi des Européens, le partenaire de confiance dans la lutte contre le terrorisme n'est plus Alger mais Rabat.

Kentridge en large



L'Institut des hautes études et du développement vient d'acquérir deux dessins monumentaux de l'artiste sud-africain William Kentridge. Exposés dans l'auditorium Ivan Pictet (Maison de la Paix) ils viennent enrichir la collection financée par de généreux mécènes. Né en 1955, William Kentridge vit et travaille en Afrique du Sud, où il a été un opposant actif à la politique d'apartheid. **A.J.**

Conférence
La rénovation d'un monument du patrimoine

Construit en 1937, le Palais des Nations accueille plus de 12 000 réunions par an et près de 3000 personnes y travaillent. L'Assemblée générale des Nations Unies a donné le feu vert pour sa rénovation. Invité du *Graduate Institute*, Michael Møller décrira sa vision pour un renforcement de la présence des Nations Unies à Genève avec la mise à jour de l'infrastructure au Palais des Nations ainsi que les autres rénovations touchant la Genève internationale. Lundi 10 octobre à 18 h 30, Maison de la Paix. **A.J.**

Il a dit

«Nous vous mettons en garde contre la détention arbitraire et les procédures accélérées inadéquates»

Peter Maurer
Président du CICR lors de l'Assemblée générale de l'ONU



Margaret Chan quittera son poste au début de juillet 2017.

OMS: Six candidats pour succéder à Margaret Chan

L'Organisation mondiale de la santé doit désigner son prochain directeur général en mai prochain

Six candidats se disputent le poste de directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Celle ou celui qui sera désigné remplacera Margaret Chan au début de juillet 2017.

Les Etats membres avaient jusqu'à jeudi soir pour proposer un candidat. Parmi les personnes en lice, le président d'UNITAID et ancien ministre français Philippe Douste-Blazy, le chef de la diplomatie éthiopienne Tedros Adhanom Ghebreyesus et une ancienne ministre pakistanaise Sania Nishtar avaient déjà lancé leur campagne ces derniers mois.

Parmi les autres candidats figure le conseiller spécial du secrétaire général de l'ONU pour les Objectifs

de développement durable (ODD), le Britannique David Nabarro. Il avait notamment été chargé d'organiser la riposte de l'ONU à l'épidémie d'Ebola qui a provoqué de nombreuses critiques contre l'OMS.

Les deux autres personnes qui souhaitent remplacer Margaret Chan sont une sous-directrice générale de l'OMS, l'Italienne Flavia Bustreo, et l'ancien ministre hongrois de la Santé, Miklós Szócska.

Les candidats présenteront au début de novembre leur campagne aux Etats membres et au public qui pourra regarder en direct ce dialogue. Les membres du conseil exécutif de l'OMS doivent établir en janvier prochain une liste d'au moins cinq candidats, avant de désigner trois d'entre eux officiellement contre un seul auparavant. L'Assemblée mondiale de la santé élira ensuite le directeur général en mai 2017.

A.J. avec ATS

Elisabeth Decrey Warner à nouveau à l'honneur

La cofondatrice de l'Appel de Genève est la lauréate du Prix de la Fondation pour Genève

Jeudi 6 octobre, la Fondation pour Genève décernera son Prix à la présidente et cofondatrice de l'Appel de Genève, Elisabeth Decrey Warner. Physiothérapeute, politicienne et active dans la lutte pour le respect des droits de l'homme, Elisabeth Decrey Warner a cofondé, en 2000, l'Appel de Genève, une organisation humanitaire internationale ayant pour but d'améliorer la protection des civils pris dans les conflits armés dans les zones où des acteurs armés non étatiques - mouvements de guérilla, insurgés, rebelles ou Etats partiellement ou non reconnus - sont actifs ou contrôlent le territoire.

Il y a un an, la Genevoise a été élevée au grade de chevalier de la

Légion d'honneur par l'ambassadeur de France auprès de l'ONU. L'action de l'Appel de Genève a été citée en exemple à plusieurs reprises ces dernières années.

A l'annonce de cette décision, Elisabeth Decrey Warner a sou-



Elisabeth Decrey Warner
Présidente et cofondatrice de l'Appel de Genève

haité rendre hommage à l'ensemble de ses collaborateurs: «Négocier des accords humanitaires avec des chefs de groupes armés, convaincre leurs combattants de protéger et respecter les civils était, au départ, une idée qui était unanimement considérée comme irréaliste. Aujourd'hui elle est citée comme un exemple d'innovation humanitaire», s'est-elle réjouie. **A.J.**

Ciné-ONU
La saga des «suffragettes» sur grand écran

Ciné-ONU, en collaboration avec l'initiative International Geneva Gender Champions, organise une projection, suivie d'un débat, du film «Les Suffragettes», jeudi 6 octobre 2016, à 17 h 30, dans la Salle des droits de l'homme et de l'alliance des civilisations, au Palais des Nations. Le film dépeint pour la première fois à l'écran l'histoire des activistes luttant pour le droit de vote des femmes au Royaume-Uni au début des années 1900. Inscriptions à cineONU@unog.ch **A.J.**

13 milliards pour mettre fin aux épidémies

Les donateurs du Fonds mondial annoncent une contribution record

Au lancement de la cinquième reconstitution des ressources du Fonds mondial qui s'est tenue à Montréal, les donateurs ont promis plus de 12,9 milliards de dollars pour les trois prochaines années, pour en finir, pour de bon, avec les épidémies de sida, de tuberculose

et de paludisme. Cette conférence a permis de lever presque un milliard de dollars de plus qu'en 2013. Les Etats-Unis ont ouvert la voie en promettant 4,3 milliards de dollars, soit environ un tiers du financement total.

La somme récoltée permettra de sauver 8 millions de vies, de prévenir 300 millions de nouvelles infections et de contribuer à la mise en place de systèmes résistants et pérennes pour la santé. **A.J.**